

Hormis sa postface, ce livre est d'un intérêt très limité pour les anthropologues s'intéressant aux questions de l'aide humanitaire. Bien qu'une section soit consacrée à ce sujet, les réalités de terrain n'occupent qu'une place très marginale dans les analyses des auteurs. Et lorsque ceux-ci versent dans la théorie, ils invoquent davantage Thucydide, Kant et Platon que les auteurs ayant influencé les travaux les plus pertinents sur le sujet (Giorgio Agamben, Michel Foucault, Pierre Bourdieu pour les travaux de Peter Redfield, Mariella Pandolfi et Michel Agier entre autres). Notons au passage qu'ils ne mentionnent aucune de ces études anthropologiques qui abordent, selon moi, la problématique d'un angle beaucoup plus fécond que celui présenté ici.

Il est néanmoins pertinent de voir comment les interventions humanitaires sont perçues par des intellectuels issus de pays où l'on intervient. Il est frappant de remarquer la virulence avec laquelle on peut dénoncer l'hypocrisie occidentale dans certains textes au ton par ailleurs très peu polémique (cf. les textes de Tcheuwa et de Kinyongo).

Ce qui ressort clairement des textes de cet ouvrage est une volonté de solidarité durable entre les peuples que l'aide humanitaire d'urgence ne permet pas, ce que le directeur de l'ouvrage appelle les « sentiments supérieurs » en introduction. Évidemment, il s'agit là d'un sentiment louable, mais qui tient davantage de vœux pieux que de réelle recherche scientifique. La plupart des auteurs prennent parti pour le solidarisme en conclusion de leur texte sans en avoir fait la démonstration au préalable, le présentant comme nécessaire à la réhabilitation de l'humanitaire. Par exemple, Jean-Claude Tcheuwa affirme que « seule la solidarité, notamment entre pays du Nord et ceux du Sud peut permettre l'éclosion d'une intervention franche, objective et efficace » (p. 138). Shimbi Kamba Katchelewa se demande, dans sa conclusion, si « les modèles de solidarité des communautés villageoises ne seraient-ils pas à réexaminer s'il est vrai qu'il n'y a plus un seul pays qui ne soit lié à tous les autres par des priorités communes » (p. 60). Dans un cas comme dans l'autre, rien dans les textes qui les précèdent ne justifie l'invocation de la solidarité globale entre peuples. De plus, on ne développe pas quel serait le contenu exact d'une telle solidarité, ni même comment la construire, la penser. Il faut attendre l'analyse de Mauss que fait Martin Hébert dans la postface pour réellement trouver un cadre à cette solidarité, celui du don maussien qui laisse présager une nouvelle forme de relation entre les souverainetés occidentales et celles du tiers monde.

D'un point de vue plus technique, le livre est relativement court, totalisant 180 pages. La longueur des articles varie entre huit et vingt-cinq pages. Le style d'écriture est très variable et la posture de l'auteur varie grandement d'un article à l'autre, rendant le tout assez décousu et ardu à lire par moments. Il n'y a par ailleurs aucune illustration ni index.

Au final, je ne recommande pas cet ouvrage pour un public déjà au courant des nombreuses problématiques entourant le monde de l'humanitaire, encore moins pour celui qui s'y intéresse d'un œil anthropologique. Les textes ne permettent ni une analyse en profondeur, ni un survol convaincant du

sujet. Néanmoins, sa lecture nous donne la rare opportunité de nous mettre à la place de l'intellectuel africain et de mieux comprendre comment peut être vécue l'arrivée d'aide humanitaire prodiguée par les Occidentaux. Ceci permet d'ailleurs de mieux comprendre toute l'ambiguïté du langage qui accompagne les interventions humanitaires et de son utilisation par ses différents acteurs.

Berthold, Etienne, et Nathalie Miglioli, dirs., *Patrimoine et histoire de l'art au Québec : Enjeux et perspectives*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011, 171 pages.

Recenseur : Paul Wattez
Anthropologue autonome

Plutôt court (171 pages) mais dense, cet ouvrage collectif dirigé par Étienne Berthold et Nathalie Miglioli regroupe dix des conférences de deux séminaires tenus à l'Institut du patrimoine de l'Université du Québec à Montréal : en 2008, « Le patrimoine vu de l'université québécoise : état des lieux et perspectives », et en 2010, « Patrimoine et histoire de l'art au Québec francophone : trajectoires, enjeux, perspectives ». L'ambition affichée est de procéder au « chantier épistémologique » (p. 2) du patrimoine et de l'histoire de l'art en tant que « champs d'importance des sciences humaines [en développement] au Québec » (p. 1).

Dans la partie I, « Le Patrimoine sous le regard des sciences sociales », quatre auteurs présentent l'évolution du traitement du patrimoine en sciences sociales au Québec jusqu'à son actuel essor comme champ d'étude en histoire, en ethnologie, en géographie et en philosophie. Tous font des propositions d'avenir et prônent l'interdisciplinarité. L'historien Patrice Leroux pose des bases fondamentales à l'analyse des rapports entre patrimonialisation, histoire et interdisciplinarité. Pour lui, les « traces », les « autres disciplines » et la « mémoire » (p. 10) en constituent des liens réciproques, dont les apports et limites fondent leur réunion disciplinaire contemporaine. Constatant une inquiétude dans l'historiographie d'un trop-plein de patrimoine, Leroux lance un appel à la construction d'« une histoire sociale de la patrimonialisation » (p. 16) et propose deux perspectives : passer de la pluridisciplinarité à l'interdisciplinarité pour annihiler toute désunion disciplinaire universitaire et se focaliser sur une approche dynamique du champ patrimonial au moyen d'un outil d'examen de la relation des « divers éléments et intervenants (...) dans une perspective diachronique » (p. 21). Pédagogique, Leroux suggère au lecteur de continuer la réflexion en questionnant le conformisme disciplinaire et élitiste des acquis déterminant la transmission patrimoniale ainsi que l'origine de l'« autorité » procédant à la patrimonialisation (p. 25).

Dans l'état des lieux du traitement du concept de patrimoine en ethnologie au Québec effectué par Nathalie Hamel, deux apports sont primordiaux: la critique du contexte québécois ciblée via la notion de « patrimoine ethnologique »,

historiquement assimilée aux traditions populaires, et les perspectives de recherche tournées non plus vers l'inventaire, récurrent, voire omnipotent, mais vers « l'étude du patrimoine selon une approche ethnologique » (p. 28). En ce sens, Hamel, d'une part, critique les définitions officielles, devenues « incontournables », qui compliquent à la fois le dépassement de « la traditionnelle dichotomie entre matériel et immatériel » (p. 31) et l'élaboration de ponts interdisciplinaires. D'autre part, elle traite les inventaires universitaires et gouvernementaux produits au Québec de la fin des années 1930 jusqu'à aujourd'hui par leur « travers incontournable » (p. 35) partagé : cataloguer sans analyser les contenus. Plutôt que des inventaires « d'envergure », Hamel plaide pour des « programmes de recherche » (p. 37) et, de fait, interroge la fonction et la méthodologie de l'ethnologue dans le processus de patrimonialisation : ne s'agit-il pas d'« analyser ce que la population valorise par elle-même » (p. 39) et de chercher les explications aux choix de patrimonialiser un objet et/ou une pratique plutôt qu'un(e) autre ?

Guy Mercier questionne pour sa part l'interaction entre le patrimoine immobilier (culturel et naturel) et le territoire dans la conception de la problématique patrimoniale, au-delà des sacrosaintes menaces de la perte de mémoire et de l'urgence à enregistrer. Son approche du « système patrimonial » (p. 47) suit les pistes d'analyse inédites de la matérialité et l'immatérialité du bien et de la norme, de la « géopolitique patrimoniale » et du « symbolisme géographique du patrimoine » (p. 50 et 55). La norme patrimoniale est ainsi originalement considérée d'après les notions de « puissance », d'« efficacité » et de « légitimité ». Les représentations patrimoniales sont une autre composante de l'exposé de l'auteur. Le lecteur redécouvre alors la notion de paysage sous le jour d'une émotion salvatrice contre les passions patrimoniales et aménagistes engendrées par la nature systémique du patrimoine immobilier ainsi que par l'aménagement du territoire. Par ailleurs en opposition, ces deux systèmes mettent sous tension « partout et toujours » le territoire (p. 59).

Tout aussi inédit, Pierre Lucier analyse la dimension quelque peu délaissée des « liens étroits » de l'« action » et de la « stratégie » (p. 64) dans le processus de patrimonialisation. On y remarque que les nombreux intervenants en matière de patrimoine prennent le pas sur les populations quant aux choix de patrimonialiser ou non tel bien ou telle réalité. Conscientes et inconscientes, les décisions des masses sont détrônées par l'« agir effectif » (p. 65). Si l'auteur choisit de suivre les voies d'analyse minutieuses des « distorsions herméneutiques » (p. 68), des « dures lois du réel » (p. 70) et des « emprunts discutables » (p. 71), c'est dans le but de défendre une attention aux signes et à leurs porteurs, donc à leurs significations, dans l'appréhension et la compréhension du patrimoine et du processus de patrimonialisation.

Étienne Berthold conclut sur l'utilité d'une épistémologie du patrimoine culturel au Québec en mettant en lumière les biais conceptuels et disciplinaires par la remise en question de l'« emprise » et de la « portée » sur la « communauté des études patrimoniales » (p. 79) des termes, notions, expressions et des

« grandes catégories » (p. 80). Portée vers l'avenir, comme les autres contributions, son examen s'achève notamment sur le potentiel que représentent les « disciplines elles-mêmes », en termes de « réflexion épistémologique » (p. 81).

La partie II, « L'histoire de l'art en chantier », consacre une épistémologie de l'« une des disciplines historiquement fondatrices du savoir patrimonial » (p. 4). D'abord, Dominic Hardy revient sur la métahistoire de la discipline sous l'angle d'une « réflexion esthétique sur l'histoire » (p. 92) par l'étude de la collaboration entre Honoré Beaugrand et Henri Julien dans la production de la légende de la « Chasse-Galerie » et de sa publication en anglais en 1892 dans le *Century Magazine*. Au-delà du duo auteur-artiste, l'analyse suit la distinction des contextes de la production du texte et de l'image et de leur exposition. Le but est de porter l'attention du lecteur sur, d'une part, l'avant-gardisme de la constitution d'« un répertoire de traces d'histoire, d'espace, de temps et de récits qui travaillent l'organisation même des savoirs sur l'identité et sa représentation », proche de la conception de l'histoire de l'art comme « l'art de l'histoire de l'art » de Donald Preziosi (p. 93). D'autre part, le lecteur est convié à se rendre compte du potentiel muséographique de l'édition en tant qu'institution. Le propos s'élargit ensuite à la sphère muséale par l'article de B. Landry qui propose une étude du rapport entre conception et structure au sein du Musée du Québec depuis sa fondation en 1922 (alors le Musée de la province) jusqu'en 1983 (adoption de la Loi sur les musées nationaux). Personnalités et autorités muséales sont ainsi remises en scène principalement dans l'analyse de leurs rôles dans les processus de catégorisation et d'acquisition des collections tout au long des courants de pensées muséologiques et politiques en vogue au cours du 20^e siècle.

Le lecteur est ensuite invité à demeurer ancré sur le cas de figure de Gérard Morisset, dans l'article de Didier Prioul. L'étude porte sur la pensée et l'écriture de Morisset dans l'histoire des arts au Canada français et sa représentation. L'auteur expose deux enseignements majeurs : le rythme et la temporalité, fondés à la fois sur une « matrice spatio-temporelle ... comme un composé de fixité et de continuité » (p. 130) et sur des « stratégies linguistiques » (p. 142). Le lecteur discerne alors chez Morisset une pensée et une écriture de l'histoire de l'art non descriptives et interprétatives mais actives et transformatives, notamment via la notion d'événement. Quant à Nathalie Miglioli, elle aborde l'influence sur la production artistique de l'art « traditionnel » et de l'art « ancien » (p. 145) en tant que catégories constitutives de l'étude de l'art au Québec francophone. Les écrits de Maurice Barbeau et de Gérard Morisset sont vus comme constitutifs de l'art « traditionnel » (du folklore et de l'histoire de l'art), et les écrits des historiens de l'art comme constitutifs à la fois de l'art « ancien » (du traditionnel à l'ancien) et du cadre institutionnel de l'art (notamment les départements d'histoire de l'art universitaires). Laurier Lacroix ferme cette fructueuse marche épistémologique par quelques « remarques intempestives » (p. 163) sur le rapprochement entre histoire de l'art et patrimoine national au Québec depuis la fin des années 1960. Ainsi, de l'« absence

d'une culture visuelle ... artistique », Lacroix affirme qu'il n'y a pas de patrimoine de l'art. Du manque de partage, d'identification et d'appropriation au patrimoine national québécois, il établit la faillite du rôle « des personnes qui rendent [la culture québécoise] actuelle » (p. 165).

Cet ouvrage est destiné, et fortement conseillé, à qui s'engage dans toute étude scientifique du concept de patrimoine et du processus de patrimonialisation, particulièrement au Québec. Le bémol à apporter est l'absence de leur déconstruction alors que, comme le spécifie pertinemment Guy Di Méo, « ils reposent sur « une conception occidentale, linéaire et ouverte du temps qui est largement celle de la modernité européenne » (2008:2). Par exemple, cette critique pourrait être appliquée au concept de patrimoine autochtone de plus en plus prégnant

dans le contexte québécois. L'invitation est donc lancée de compléter les apports épistémologiques fondamentaux de cet ouvrage et aussi de décentrer le regard vers les autres acteurs, québécois et internationaux, de la problématique patrimoniale.

Référence

Di Méo, Guy

2008 Processus de patrimonialisation et construction des territoires. Regards sur le patrimoine industriel, Actes du colloque Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes: connaître pour valoriser:1-19. Poitiers-Châtelleraut, <http://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00281934/en/>, dernière consultation le 14-03-13.
